

À destination des MUSÉES DE FRANCE (hors musées nationaux)

Objet : Procédure de restitution d'un bien culturel appartenant à une collection publique ou privée d'un musée de France (hors musées nationaux) et ayant fait l'objet de spoliation dans le contexte des persécutions antisémites

La [loi du 22 juillet 2023 relative à la restitution des biens culturels ayant fait l'objet de spoliations dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre 1933 et 1945](#) crée dans le code du patrimoine une dérogation d'ordre général au principe d'inaliénabilité des collections publiques : elle fixe un cadre permettant la sortie du domaine public des biens spoliés appartenant aux collections publiques afin de les restituer à leurs propriétaires légitimes, sans avoir à recourir à des textes législatifs spécifiques (« lois d'espèce »).

La décision de sortie des collections publiques ou privées d'un musée de France intervient après avis de la Commission pour la restitution des biens et l'indemnisation des victimes de spoliations antisémites ([CIVS](#)), chargée d'établir les faits de spoliation.

La commission se prononce dans les conditions prévues par la loi précitée et le [décret d'application du 5 janvier 2024](#), désormais tous les deux intégrés au [code du patrimoine](#) (articles L. 115-2 à L. 115-4 et articles R. 115-3 à R. 115-10).

Contacts :

Commission pour la restitution des biens et l'indemnisation des victimes de spoliations antisémites ([CIVS](#)) : renseignement@civs.gouv.fr

Mission de recherche et de restitution des biens culturels spoliés entre 1933 et 1945 ([M2RS](#)) : contact.m2rs@culture.gouv.fr

Service des musées de France (SMF), ministère de la Culture

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE

1. En cas de demande de restitution

a. Si un avocat ou une famille fait une demande de restitution directement auprès de la CIVS

Lorsque la CIVS est saisie d'une demande de restitution de biens relevant de [l'article L. 2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques](#) (musée de France propriété de collectivité territoriale), elle informe la personne publique propriétaire du bien concerné, le SMF et la M2RS.

b. Si un avocat ou une famille contacte le musée pour avoir des informations sur une œuvre potentiellement spoliée

Le musée informe sa tutelle et/ou le propriétaire des collections s'il est différent de sa tutelle, le SMF, la M2RS et le conseiller-musées de la DRAC.

En lien avec la M2RS, le musée entreprend des recherches sur l'œuvre afin d'établir sa provenance et tient informés sa tutelle de l'avancée du dossier.

c. Si une demande de restitution formelle est déposée auprès du musée

La personne publique ou privée propriétaire du bien, ou, avec son accord, le musée lui-même saisit la CIVS dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Le musée informe le SMF, la M2RS et le conseiller-musées de la DRAC.

2. En cas de recherche volontaire entreprise par le musée

a. Si le musée s'interroge sur la provenance de ses collections

Le musée contacte la M2RS qui peut l'orienter sur la méthodologie de la recherche de provenance.

b. Si, après recherches, le musée estime posséder un bien spolié

Le musée informe sa tutelle, le SMF, la M2RS et le conseiller-musées de la DRAC.

La personne publique ou privée propriétaire, ou, avec son accord, le musée lui-même ouvre un dossier à la CIVS pour qu'elle se prononce sur la spoliation.

3. En cas d'auto-saisine de la CIVS

Lorsque la CIVS se saisit de sa propre initiative, elle en informe la personne publique ou privée propriétaire du bien concerné dans les meilleurs délais, le musée concerné, le SMF et la M2RS.

DÉROULÉ DE LA PROCÉDURE

Étape 1 : Saisine, enregistrement du dossier

Le dossier est ouvert auprès de la CIVS par les ayants droit ou par la personne publique ou privée propriétaire ou, avec son accord, par le musée.

L'ouverture du dossier déclenche un délai de 18 mois (renouvelable au maximum 1 fois) à l'issue duquel la CIVS doit rendre son avis. Ce délai ne s'applique pas quand la CIVS s'est saisie de sa propre initiative.

Étape 2 : Recherches par la M2RS

La M2RS analyse et complète, si nécessaire, les recherches menées par la famille ou par le musée.

La M2RS transmet ses conclusions à la CIVS et tient informé le SMF, le musée concerné et le conseiller-musées de la DRAC.

De son côté, la CIVS assure l'essentiel des recherches généalogiques. La M2RS et la CIVS restent en contact avec la personne publique ou privée propriétaire et avec le musée pendant la durée de l'instruction et en informent régulièrement les autres parties prenantes du dossier.

Étape 3 : Instruction par le magistrat-rapporteur de la CIVS

Au sein de la CIVS, un magistrat-rapporteur instruit ensuite le dossier et propose, le cas échéant, aux membres de la Commission (collège délibérant) de restituer le bien.

Étape 4 : Séance du collège délibérant de la CIVS

La CIVS émet un avis sur les faits de spoliation.

Si la CIVS constate l'existence d'une spoliation, elle recommande au propriétaire public ou privé du bien culturel spolié (collectivité territoriale ou personne morale de droit privé à but non lucratif pour un bien acquis par dons et legs ou avec le concours de l'État ou d'une collectivité territoriale) la restitution du bien.

Étape 5 : Décision de la personne propriétaire du bien culturel

Après réception de l'avis de la CIVS, la personne publique propriétaire dispose de **4 mois** pour prendre une décision et en informer les ayants droit/demandeurs. Si la personne publique propriétaire suit l'avis de la CIVS et reconnaît la spoliation, la restitution s'impose.

La sortie des collections est prononcée après approbation de l'organe délibérant de la collectivité propriétaire.

Le silence gardé par la personne publique propriétaire à l'issue du délai de 4 mois après l'avis de la CIVS vaut décision implicite de rejet de la demande de restitution (et peut alors faire naître un recours contentieux formulé par les ayants droit).

La personne morale de droit privé à but non lucratif, qui souhaite suivre la recommandation de la CIVS de restituer un bien des collections de son musée de France, soumet son intention à l'approbation du SMF qui en informe le Haut Conseil des musées de France avant de donner sa réponse.

Étape 6 : Restitution ou autre modalité de réparation

En cas de décision de restitution, la personne publique propriétaire dispose d'un **délai de 8 mois** à compter de la date de sa décision pour restituer le bien. Elle peut, dans le même délai, convenir en accord avec le propriétaire légitime ou ses ayants droit d'autres modalités de réparation.

Il peut notamment s'agir d'une transaction permettant le maintien du bien dans les collections ou d'un accord sur les conditions de la présentation du bien au public ou sur celles de sa conservation par la personne publique.

Cette faculté est aussi ouverte aux personnes morales de droit privé à but non lucratif.